



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale
Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale
le projet d'élaboration du zonage d'assainissement
de la commune de Charleville (51)
porté par la communauté de communes de la Brie-
Champenoise**

n°MRAe 2022DKGE91

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels des 11 août et 21 septembre 2020, ainsi que des 11 mars et 23 novembre 2021 portant nomination des membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 2020 portant désignation du président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe Grand Est, et notamment son article 6, relatif à l'intérim de son président ;

Vu la décision délibérée de la MRAe Grand Est du 1^{er} octobre 2020 fixant les critères de collégialité pour les dossiers ;

Vu la demande d'examen au cas par cas réceptionnée le 21 avril 2022 et déposée par la communauté de communes de la Brie-Champenoise, relative à l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Charleville (51) ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé (ARS) ;

Considérant :

- le projet de zonage d'assainissement de la commune de Charleville (51) ;
- le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie qui fixe les orientations pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, incluant la commune de Charleville ;
- la prise en compte par la carte communale (approuvée le 21 février 2008) des perspectives d'évolution de la commune dont la population s'élève en 2019 à 249 habitants ;
- les deux masses¹ d'eau superficielles et souterraines présentes sur le territoire communal à savoir :
 - « le Petit Morin » ;
 - « Tertiaire-Champigny-en Brie et Soissonnais » ;
- la présence sur le territoire communal d'un périmètre de protection rapprochée de captage d'eau destiné à la consommation humaine de la commune, faisant l'objet d'arrêté préfectoral relatif à sa protection ;

1 Une masse d'eau selon le dossier correspond au découpage territorial élémentaire des milieux aquatiques, destinée à être l'unité d'évaluation de la Directive Cadre sur l'Eau .

Observant que :

- la communauté de communes de la Brie champenoise qui exerce la compétence Assainissement sur la commune de Charléville (dont la population est stable depuis 2015), a décidé d'élaborer le zonage d'assainissement de ladite commune, et propose un **assainissement collectif pour le bourg, et non collectif pour les écarts**, après une étude technico-économique de type schéma directeur avec analyse d'un scénario (non collectif et collectif avec transfert par refoulement ou gravitaire) ;
- le projet de zonage ne porte que sur l'assainissement des eaux usées, en ne tenant pas compte de la collecte des eaux pluviales et de ruissellement ; en effet, selon le dossier, la commune dispose d'un réseau de collecte des eaux pluviales. Les eaux pluviales de voiries sont récupérées par une succession de fossés et de buses (présents de part et d'autre de la route) qui débouchent vers le Petit Morin dont l'état écologique est jugé moyen et l'état chimique bon ;
- le dossier prend en compte le périmètre de protection rapprochée. Ainsi selon le dossier, après contrôle de conformité réalisé par les services de la communauté de communes pour les 14 habitations recensées dans le périmètre de protection rapprochée du captage, la mise aux normes de ces installations est problématique en raison du manque d'emprise sur les terrains, de sols imperméables, d'absence d'exutoire. Par conséquent, la communauté des communes a opté pour la mise en place d'un assainissement collectif sur cette partie du village ;
- le projet de zonage propose un assainissement collectif sur le bourg qui inclut le périmètre de protection rapprochée. L'ensemble des effluents de la commune sera acheminé pour traitement à la future station d'épuration de type d'une micro-station avec filtre planté de roseaux à écoulement vertical d'une capacité finale de 175 équivalents-habitants (EH). Les eaux usées traitées seront acheminées dans le Petit Morin ;

Recommandant de s'assurer que le site retenu pour la mise en place de la STEU est situé en dehors de la zone inondable ou d'une zone humide et que la capacité de la station est suffisante ;

- la compétence de Service public d'assainissement non collectif (SPANC), est exercée par la communauté de communes de la Brie champenoise, qui assure ainsi pour le compte de la commune de Charléville le contrôle des installations d'assainissement, la vérification de leur conformité ainsi que le suivi de leur bon fonctionnement ;
- parmi les 36 constructions de la commune évaluées, seules 5 constructions possèdent une filière d'assainissement complète supposée conforme ;
- après réalisation de sondages pédologiques et en tenant compte des contraintes surfaciques et/ou pédologiques, les filières d'assainissement non collectif préconisées sont de type micro-station agréée ou de type filtre compact ;

Recommandant de :

- ***évaluer l'impact sur la santé et l'environnement des dispositifs d'assainissement autonome non conformes ;***
- ***confirmer par des études pédologiques à la parcelle les dispositifs d'assainissement non collectif choisis ;***

Rappelant, en cas d'impact avéré des dispositifs d'assainissement non collectif sur la santé ou l'environnement, que ces installations doivent être mises en conformité sous délais courts ;

conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la communauté de communes de la Brie-Champenoise, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, **et sous réserve de la prise en compte des recommandations et du rappel**, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Charléville n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

et décide :

Article 1^{er}

En application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Charléville (51) **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Metz, le 10 juin 2022

Le président de la Mission régionale d'autorité
environnementale,
par délégation,

Jean-Philippe MORETAU

1) En application de l'article R122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

**Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est
DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale (SEE)**

RECOURS GRACIEUX

**14 rue du Bataillon de Marche n°24 – BP 10001
67050 STRASBOURG CEDEX**

mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.